

Grèce. Tsipras dans le champ de mines de la crise prolongée

 alencontre.org/europe/grece/grece-tsipras-dans-le-champ-de-mines-de-la-crise-prolongee.html



Alexis Tsipras lors de la Foire internationale de Thessalonique

Par Antonis Ntavanellos

Dans des conditions normales, les semaines en cours devraient être un temps politique marqué par le triomphe pour le gouvernement Tsipras – qui prétend avoir conduit le pays vers «la sortie des mémorandums» – et, pour le parti SYRIZA, une étape de reconstruction et de contre-offensive politique visant la récupération de son influence sociale et électorale.

Mais ce qui se passe, c'est que ce gouvernement semble perdre le contrôle politique des questions importantes, l'une après l'autre, alors qu'au sein de SYRIZA règne un état de mort-vivant en tant qu'organisme politique. Et cela s'aggrave. Les polémiques désormais publiques devenant de plus en plus aiguës, une situation qui incite à réfléchir sur le «lendemain» et sur la question du rapport de force à l'intérieur du parti, suite à la lourde défaite politique et électorale qui se profile

Cela se passe ainsi parce que, justement, les conditions en Grèce ne sont guère normales. En dépit des affirmations de Tsipras, le capitalisme grec est toujours plongé dans la crise et les références publiques à un scénario argentin» [1] sont le meilleur révélateur des pensées et sentiments intimes des personnalités de l'establishment grec.

Une autre raison pour laquelle cela se passe ainsi c'est parce que, selon l'expression grecque, le mensonge a toujours les pattes courtes. Les déclarations de Tsipras à la Foire Internationale de Thessalonique (septembre 2018) étaient totalement mensongères: l'engagement ferme du gouvernement grec sur le caractère pérenne et non modifiable de toutes les lois et dispositifs découlant des mémorandums et l'acceptation d'une «surveillance renforcée» par les instances représentant les créanciers jusqu'en 2060,

conformément à l'esprit et la lettre des mémorandums, ne peuvent en aucun cas être présentées de manière crédible comme «une sortie des mémorandums». La surveillance de la Grèce, quasi quotidienne, est maintenue.

Cette dure réalité se manifeste tous les jours et à chaque moment politique, annulant les effets de la politique de communication du gouvernement, faisant émerger de nouveaux fronts de conflits et conduisant le gouvernement et le parti SYRIZA vers une situation politique désespérée.

Que se passe-t-il avec les banques grecques?

Au moment où Tsipras assurait que *«l'économie se portait bien»*, le 3 octobre s'est révélé être un «mercredi noir» pour les 4 banques dites systémiques [2] et la Bourse d'Athènes. La chute incontrôlée du cours de leurs actions, continuant pendant les jours qui ont suivi, a entraîné une chute de leur capitalisation boursière qui se situe actuellement à moins de 5 milliards d'euros, contre 26,9 milliards d'euros en 2013 et 11,6 milliards d'euros fin 2015.

Cet effondrement ne peut être interprété par des facteurs conjoncturels (par exemple, les conséquences du «conflit» italien avec l'UE portant sur le déficit budgétaire).

Il est notoire qu'une grande partie des prêts accordés par les banques – estimés à plus de 88 milliards d'euros – sont désormais classés dans la catégorie «rouge ou la catégorie de «non performants».

Le «mercredi noir» a été précédé par la publication d'estimations selon lesquelles les tests de résistance étaient trop «souples» par rapport à la situation réelle des banques grecques, trop «favorables» pour le gouvernement Tsipras. Cet effondrement a été également précédé par la publication des estimations que les banques grecques ne parviennent pas à réduire les «Non performing exposures» (NPE) [3] au rythme et dans les délais fixés dans l'accord avec la Troïka (qui veut un pourcentage à un seul chiffre de prêts créances douteuses d'ici fin 2021, estimés actuellement à 50% des actifs). Ces résultats ont déclenché la chute des actions.

Pour faire face à cela, le gouvernement propose la mise en place d'un Fonds commun de créances (Special Purpose Vehicle – SPV) [4], voire de plusieurs FCC/SPV spécialisés par domaines d'activité, pour débarrasser les banques des créances douteuses, dites «rouges», un plan qui paraît d'emblée boiteux pour plusieurs raisons:

1° La mise en place de tels Fonds communs de créances (SPV) a été conçue pour contourner la restriction de «l'intervention de l'Etat» imposées par la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne (DG COMP). Ces montages doivent donc inclure des «investisseurs privés». L'invitation faite aux fonds spéculatifs internationaux à acheter des «emprunts rouges» grecs (dans le but de les revendre ensuite avec des profits) pour trouver du répondant dans les conditions actuelles nécessite des garanties et des financements publics. Ces garanties ne peuvent être assurées qu'en puisant dans le «coussin amortisseur» [5] mis en place par l'accord entre Tsipras et l'Eurogroupe, sauf que le but de l'existence de ce «coussin» serait de garantir le remboursement des futures dettes de la Grèce.

2° L'utilisation de la totalité ou d'une partie importante de ce «cousin amortisseur» (estimée à plus de 10 milliards d'euros) pour sauver les banques, fera émerger un nouveau «piège de la dette» lorsqu'il faudra payer les versements échelonnés à partir de 2020. Et cela signifierait une obligation réelle pour le capitalisme grec de contracter des emprunts «sur les marchés». Au moment de la rédaction de ces lignes, le taux d'intérêt de l'obligation grecque à 10 ans a atteint un taux prohibitif de 4,65% (avec une pointe à 4,667% le mercredi 10 octobre 2018; taux des obligations à 10 ans de l'Etat allemand, la référence européenne, se situaient à 0,464%). Ces estimations appuient le scénario de la faillite, le scénario dit «de l'Argentine», au moment culminant d'une longue période de contre-réformes néolibérales et d'austérité violente pour les travailleurs et les classes populaires en Grèce.



3° Cette voie aura également des conséquences politiques sérieuses. Cela signifie que les ventes aux enchères de logements des ménages populaires vont se multiplier de façon spectaculaire pour soulager les banques des prêts hypothécaires «rouges» (les «créances douteuses hypothécaires qui constituent une part importante de l'actif vacillant des banques»). Il s'agit aussi de convaincre les fonds spéculatifs internationaux que leur implication dans ce pillage ne va pas devoir s'affronter à la résistance populaire organisée. Voilà pourquoi Tsipras et ses amis dans le gouvernement, de manière éhontée, n'ont pas hésité à franchir le pas d'engager des poursuites pénales contre Panayiotis Lafazanis dans le but de porter un coup, non seulement à Unité Populaire (LaE), mais à l'ensemble des forces militantes qui résistent à leur politique [\[voir à ce sujet l'article publié sur ce site en date du 15 octobre 2018\]](#)

En réalité, il s'agit d'un transfert colossal des titres de propriété de biens immobiliers urbains, transfert des propriétaires vers les banques et de ces dernières vers les professionnels de la spéculation. Le fait que bon nombre de ces biens soient les uniques logements de foyers populaires (la «résidence principale et unique) ne diminue en rien l'avidité de ceux du haut de la pyramide des richesses et du pouvoir. De surcroît, le fait que la Banque du Pirée [6] – qui avait les années précédentes «phagocyté» la Banque Agricole [7] – se retrouve, elle aussi, dans l'œil du cyclone de la crise bancaire indique que la prochaine étape du pillage sera celle des terres agricoles.

Une crise au sein du tissu des entreprises grecques

Peu à peu, Tsipras et ses amis découvriront encore d'autres formes de complications politiques. Il est bien connu qu'une grande partie des prêts non performants sont des prêts bancaires aux grandes, petites et moyennes entreprises. La vente de ces prêts sur le «marché» est associée à l'éventualité de changement de propriété dans de nombreuses entreprises, modifiant ainsi radicalement la carte du «monde des affaires» dans le pays. Une telle opération ne pourra en aucun cas avoir lieu pacifiquement, sur la base des prétendues règles du marché. Elle sera associée à des conflits, des coups bas, des changements violents dans les rapports politiques à l'intérieur de la classe capitaliste, etc. La lune de miel du gouvernement avec les grandes familles du capital grec et les groupes d'entreprises peut rapidement se transformer en un paysage fait de sables mouvants.

Ce tableau d'impasse ne se limite pas au secteur bancaire. La publication des données financières de la Compagnie Publique d'Électricité (DEI/DEH) [8] démontre que le démantèlement néolibéral que SYRIZA a accepté en signant le 3e mémorandum a littéralement amené la Compagnie publique d'électricité à la limite de sa survie. Il faut souligner que DEI n'est pas un quelconque «véhicule boursier», comme, par exemple, l'était l'entreprise Folli-Follie [9]. En vendant continuellement au privé des parts de DEI (DEH), en favorisant l'entrée de «fournisseurs» privés dans tous les domaines de son activité, en garantissant des accords de financement scandaleux pour les grandes entreprises et leur octroyant de l'électricité à très bon marché, le gouvernement Tsipras risque de devenir un gouvernement qui, au XXIe siècle, ne pourrait plus garantir la fourniture publique d'électricité dans son pays.

Qu'aurait-il au bout de cette route? Quelle serait la perspective de la politique communément acceptée par les créanciers et Tsipras lors de l'Eurogroupe de juin dernier?

Alekos Papadopoulos, ex-ministre des Finances des gouvernements du PASOK et social-libéral convaincu, en analysant les données budgétaires présentées au Parlement grec, a conclu en

juillet 2018 que la Grèce chemine vers une deuxième faillite et à un second appel à la «protection» du FMI, aux conséquences encore plus douloureuses que celles du premier «mémorandum» en 2010. Alekos Papadopoulos titre son article: «Le pays glisse sur la voie de l'Argentine».



Le conflit politique

Il a toujours été constaté que ceux qui appliquent dans le domaine de l'économie des politiques néolibérales réactionnaires, inexorablement dérivent vers des politiques également réactionnaires et liberticides dans le domaine des droits civiques et des

rapports sociaux.

Le rejet par le peuple de la République de Macédoine (quels que soient les motifs et «l'argumentation» de l'abstention lors du récent référendum) [10] de l'accord de Prespa [région «partagée» entre l'Albanie, la Grèce, la République de Macédoine] est un camouflet pour la démagogie de Tsipras. Il dénude tous ses soi-disant arguments «internationalistes» et pacifistes et le laisse à découvert face à des accusations politiques réellement graves: avec ses homologues du gouvernement Zaev [11]. Ils ont sans hésitation privilégié le plan d'expansion de l'OTAN dans les Balkans occidentaux, en négligeant complètement les sensibilités nationales des peuples de la région et leur droit à l'autodétermination. Il est aujourd'hui bien établi que cette politique ne peut être poursuivie qu'avec des méthodes autoritaires profondément antidémocratiques.

Il en est de même pour la question brûlante des réfugié·e·s. La situation à Moria [un camp de rétentions de migrant·e·s, le plus important et le plus surpeuplé, se trouvant sur l'île de Lesbos] et dans d'autres camps de concentration de réfugié·e·s est une grave insulte à l'histoire de la Gauche de ce pays, une provocation aux sentiments de toute personne démocrate.



Alexis Tsipras et Kyriákos Mitsotákis

Le fait que les actes et omissions de SYRIZA permettent au parti de Nouvelle démocratie de Kyriakos Mitsotakis de demander une enquête sur l'utilisation des fonds européens destinés aux aides spécifiques pour les réfugié·e·s constitue, de surcroît, un vrai forfait politique.

A l'intérieur de ce paysage, apparaît une convergence fondamentale entre Alexis Tsipras et Kyriakos Mitsotakis. Tous deux conviennent que dans les mois à venir, la priorité sera donnée au renforcement de «l'esprit d'entreprise», et cela toujours au nom de la «croissance». Tous deux conviennent de réduire l'impôt sur les bénéfices des entreprises et les cotisations des employeurs, et d'apporter des modifications au droit du travail encore plus favorables au capital.

Kyriakos Mitsotakis est cyniquement honnête: il promet de mettre en œuvre cette politique par un «assaut» politique néolibéral massif [12] dans le but de transformer la défaite de SYRIZA en une défaite stratégique des idées et des politiques auxquelles se référaient et se réfèrent pour une partie de ce qui en reste le mouvement ouvrier et la Gauche. Il ne cache pas sa conviction en faveur du «modèle» de Margaret Thatcher.

Alexis Tsipras affirme qu'il soutiendra ces mêmes politiques, mais avec un certain «visage humain». D'après l'expérience des années 2015-2018, nous savons qu'il ment de manière indigne. Mentionnons une note de bas de page: les uniques avantages concrets et substantiels (en termes de salaire et de budget) que Tsipras a annoncés à la Foire Internationale de Thessalonique concernent les juges, les officiers de police et le personnel militaire. Cela signifie que la direction de SYRIZA sait que la continuité de sa politique s'appuiera de plus en plus sur ces secteurs spécifiques, sur le noyau dur de l'État et les mécanismes de répression.

La Gauche anticapitaliste radicale n'a plus le luxe du temps. Le dilemme répugnant «Tsipras ou Mitsotakis» s'approche rapidement. Nous serons sommés de présenter nos possibles réponses dans quelques mois. La question concerne essentiellement l'Unité Populaire (LaE), ainsi que les autres forces de la Gauche radicale exclues de SYRIZA lors l'été 2015 et ANTARSYA. Toute analyse, toute ligne politique évitant les responsabilités politiques résultant de ce constat, indépendamment des intentions et des arguments, risquent d'être entendue comme une incompréhension de la lutte politique frontale, avec toutes les conséquences pour le monde du travail et les forces de la Gauche radicale qui seront sur le champ de bataille le lendemain de l'affrontement électoral. (Traduction du grec par Manolis Kosadinou de l'article paru dans la publication bimensuelle de DEA, *Ergatiki Aristera*)

Notes du traducteur

[1] «Scénario argentin»: référence est faite, ici, comme ailleurs dans le texte, à la crise économique qui a culminé en Argentine en 2001-2002 et qui risque aujourd'hui de se répéter. La crise en Argentine fut le résultat de l'application de plusieurs années de politiques néolibérales et d'ancrage du peso au dollar (sous Carlos Menem et son ministre des Finances Domingo Cavallo) et de l'intervention du FMI.

La phase qui s'ouvre depuis deux mois suite à la dévaluation du peso et à l'accord passé avec le FMI, pour un montant de 57 milliards de dollars, non seulement abouti à des atteintes graves contre les revenus des salarié·e·s avec un taux d'inflation qui atteint déjà 32,6% depuis le début de l'année.

En Grèce, sous la gouvernance de SYRIZA-ANEL (Grecs indépendants) qui prolonge et amplifie les politiques des précédents gouvernements de droite et sociaux-libéraux, la dérégulation du travail, les privatisations massives, la casse des politiques sociales et l'austérité conduisent la société et l'économie vers l'impasse et risqueraient de produire une nouvelle crise majeure. Cette estimation n'est pas seulement celle de la Gauche Radicale, mais elle est également partagée par certains porte-parole de l'establishment politique.

[2] Les quatre banques dites systémiques, dont la faillite aurait des effets dominos, sont: Banque de Grèce (BG), Alpha, Eurobank et la Banque du Pirée

[3] Expositions non performantes (Non- performing exposures, NPE): terme utilisé pour désigner collectivement les actifs saisis à la suite du défaut du débiteur, ainsi que les prêts «performant » dont le risque de devenir non performants (au-delà de l'échéance de 90 jours) est élevé, notamment les prêts sous surveillance et les prêts restructurés performants.

[4] Fonds commun de créances : un fonds commun de créances qui permet la titrisation de créances bancaires, autrement dit la transformation de créances en titres, matérialisée par des parts du FCC. Il aussi connu, dans le langage financier anglo-saxon, sous le nom de Special purpose vehicle (SPV) ou Special purpose entities (SPE) qui sont des entités légales créées par une autre entité le «Sponsor» qui transfère un ou plusieurs actifs dans le SPV.

[5] Parmi les clauses de l'accord de juin 2018 entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec, il y a l'autorisation octroyée à la Grèce de mettre de côté des fonds à hauteur de 24,1 milliards d'euros, somme appelée familièrement «coussin amortisseur», qui permet de disposer à tout moment de liquidités pour subvenir aux besoins de remboursement de dettes, présentes et futures. Selon l'accord, cette somme n'est pas censée être utilisée dans un autre but.

[6] Banque du Pirée (Trapeza Piraeos): une des 4 banques grecques dites systémiques. La Banque du Pirée a été privatisée en 1991, passant sous propriété du grand capital grec. Depuis cette banque ne cesse de croître en achetant plusieurs autres banques, tant en Grèce qu'à l'étranger. Son acquisition des succursales grecques de la Banque de Chypre en 2013, garantie et encouragée par le Fonds européen de stabilité financière (FESF) a donné lieu à des soupçons de corruption et à une controverse juridique. Des hauts responsables ont été convoqués par la justice de Chypre. En 2012, la banque a fait l'acquisition de la Banque Agricole (Agrotiki Trapeza). Comme les autres banques grecques systémiques, elle a été recapitalisée par des fonds publics, puis une grande partie de ses actifs a été cédée à prix dérisoire à des fonds spéculatifs étrangers. La Banque du Pirée détient aujourd'hui 30% des prêts bancaires en Grèce.

[7] Banque Agricole (Agrotiki Trapeza – ATEbank): initialement banque publique, fondée en 1929 dans le but de soutenir le développement agricole en Grèce, sous toutes ses formes. Elle a accédé au statut de Société Anonyme (SA) en 1991, introduite en Bourse en l'an 2000. Lors de la restructuration de la dette publique grecque en 2012 (PSI-Private sector involvement), la banque a souffert la dévalorisation massive de ses actifs, ce qui a inexorablement conduit à sa faillite. Elle a été acquise alors par la Banque du Pirée pour intégrer le groupe dirigé par celle-ci et ensuite fusionner. La Banque Agricole détenait au moment de sa fusion des dettes d'environ 21'500 paysans grecs.

[8] Compagnie Publique grecque d'Électricité (DEI/DEH): créée en août 1950 DEI (DEH), compagnie issue de la nationalisation de la production et distribution d'électricité, avait la prérogative exclusive de la construction, de l'exploitation de centrales hydroélectriques et thermiques, de l'utilisation (préférentielle) de combustibles nationaux et de l'obligation de

construire un réseau national de transport et de distribution d'électricité, ainsi que du monopole de la distribution et vente de l'électricité produite. Depuis fin 2000 DEI (DEH) est une Société Anonyme (SA), cotée sur les Bourses d'Athènes et de Londres. Aujourd'hui la transmission de la haute tension et de l'ultra haute tension incombe à ADMIE/ADMHE (un holding, opérateur indépendant de transport d'électricité), avec une participation de l'Etat à hauteur de 51%. Le transport et la distribution de la moyenne tension incombent à DEDDIE/DEDDHE (Opérateur du réseau de distribution d'électricité), détenu à 100% par DEI (DEH), mais fonctionnant de manière autonome. Aujourd'hui la compagnie ne possède plus l'ensemble du réseau national de transport et de distribution, d'une longueur totale d'environ 208'000 km. Le dépeçage et la privatisation larvée de la Compagnie d'Électricité correspondent aux directives de l'UE «*sur la libre concurrence et l'abolition des marchés monopolistiques*». Les gouvernements fidèles aux mémorandums, notamment le dernier de SYRIZA-ANEL, ont accéléré le processus de privatisation de la compagnie avec pour résultats l'augmentation des factures et la baisse de la qualité des services. Le processus de privatisation était censé s'achever octobre 2018.

[9] Folli-Follie: société internationale basée en Grèce – dont l'actionnaire principal (35.1%) est le milliardaire Dimitris Koutsolioutsos – qui fabrique et distribue des bijoux de luxe, des montres et des accessoires de mode. Cotée à la Bourse d'Athènes depuis 1997, elle est active dans 25 pays et dispose de 380 points de vente. En mai 2018, il a été découvert que la société gonflait son chiffre d'affaires, notamment par le biais de ses succursales en Chine et en Asie. Cette révélation a conduit à l'effondrement du cours de son action en bourse et à l'enregistrement d'incidents de paiement (rejet d'un ordre de paiement par une banque suite à un défaut d'approvisionnement).

[10] Référendum en République de Macédoine : un référendum a eu lieu le 30 septembre 2018 en République de Macédoine, ou Ancienne république yougoslave de Macédoine. La population était amenée à se prononcer sur l'accord conclu avec la Grèce, entraînant notamment un changement du nom du pays en Macédoine du Nord. Plus de 90 % des votants se prononcent favorablement. Néanmoins, sur un peu plus de 1,8 million d'inscrits, un peu moins de 667'000 se sont déplacés, soit un peu plus de 36% de participation, bien en deçà du quorum de 50%. Le résultat est ainsi constitutionnellement invalide faute d'une participation suffisante.

[11] Zoran Zaev: président du gouvernement de Macédoine, en fonction depuis le 31 mai 2017, issu du parti social-démocrate. Il a soutenu le «oui au référendum».

[12] Voir le *Blitzkrieg* annoncé par François Fillon en 2017.